



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Procédure M_3257

Pouvoir adjudicateur : GCS UniHA – 83 Boulevard Marius Vivier Merle – 69003 LYON

Référents :

Administratif : Laetitia Rubeaux – Assistante de la Filière Services UniHA –

Mail : laetitia.rubeaux@uniha.org

Technique : Elisabeth Chollet- Acheteur de la Filière Services UniHA –

Mail : elisabeth.chollet@uniha.org

Objet du marché : Désignation du commissaire aux comptes pour la certification des comptes

Procédure : Appel d'offres ouvert (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
Chapitre 1er - Généralités	4
1. Fonctionnement du pouvoir adjudicateur	4
1.1 Type de pouvoir adjudicateur	4
1.2 Bénéficiaires de l'accord-cadre	4
1.3 Modalités de mise à disposition du marché	5
1.4 Répartition des responsabilités	5
1.5 Litiges	6
2. Objet et périmètre du contrat	7
2.1 Objet du contrat	7
2.2 Nature du contrat	7
3. Durée de l'accord-cadre	7
3.1 Point de départ de la durée de l'accord-cadre	7
3.2 Durée de l'accord cadre	7
4. Pièces constitutives du contrat	8
4.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre	8
4.2 Pièces constitutives des marches subsequents	8
5. Division en lots	9
Chapitre 2 – Obligations générales administratives de chaque titulaire de l'accord-cadre	10
6. Modifications affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché	10
6.1 Modifications administratives	10
6.2 Cession de marché	10
6.3 Modification du personnel affecté à la prestation	11
7. PILOTAGE ET Suivi d'exécution de l'accord-cadre	12
7.1 Désignation d'un interlocuteur referent	12
7.2 Reporting	12
7.3 Dispositif de capitalisation	13
8. Assurances	14
9. Discrétion et confidentialité	14
10. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	14
11. Sous-traitance	15

12.	Protection des données personnelles dans la relation pouvoir adjudicateur – établissements bénéficiaires et titulaire	15
Chapitre 3 – Modalités de passation et d'exécution des marchés subséquents		16
13.	Règles de passation des marchés subséquents	16
13.1	Dispositions générales.....	16
13.2	Elaboration du dossier de consultation du marché subséquent.....	16
13.3	Remise des offres	17
13.4	Critères des marchés subséquents.....	18
13.5	Notification du marché subséquent.....	19
14.	Règles d'exécution des marchés subséquents	19
14.1	Durée des marchés subséquents	19
14.2	Forme des marchés subséquents.....	19
14.3	Résiliation des marchés subséquents	19
Chapitre 4 - Prix et règlements		21
15.	Contenu et caractère des prix	21
15.1	Forme des prix.....	21
15.2	Contenu des prix	22
15.3	Révision des prix.....	22
16.	Païement des prestations	24
16.1	Acomptes	24
16.2	Modalités de facturation.....	25
16.3	Délais de paiement.....	27
Chapitre 5 – Résiliation de l'accord-cadre		28
17.	Motifs de résiliation.....	28
18.	Indemnité de résiliation	28
19.	Résiliation en cas de liquidation judiciaire	28
Chapitre 6 - Dérogations au CCAG-FCS		30

Chapitre 1er - Généralités

1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par des établissements de santé.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

Le GCS UniHA est pouvoir adjudicateur de la présente procédure et coordonne le groupement de commande constitué des membres listés en annexe 1 du CCAP.

La centrale d'achat, dont la liste des membres est précisée en annexe 2 du CCAP, est membre de ce groupement de commande.

Le marché est passé par UniHA pour le compte des établissements bénéficiaires du présent marché.

Les établissements bénéficiaires du présent marché sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils sont responsables de la passation des marchés subséquents et de l'exécution des prestations objet du marché.

1.2 BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE

Les établissements bénéficiaires des prestations objet du présent marché (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- Les membres du groupement de commande identifiés en annexe 1 du CCAP « Liste membres du groupement de commande » ;
- Les adhérents de la centrale d'achat, laquelle est membre du groupement de commande, en tant qu'ils ne sont pas eux-mêmes déjà identifiés dans l'annexe 1 du CCAP comme des membres du groupement de commande, et qui ont la qualité de centre hospitalier universitaire, centre hospitalier établissement support de GHT, ou d'établissement de santé partie à un GHT, parmi ceux listés en annexe 1 du CCAP, dès lors qu'une convention de mise à disposition a été signée dans les conditions précisées dans le CCAP (Annexe 2 du CCAP « Liste des adhérents de la centrale d'achat »).

Le marché est susceptible d'être mis à disposition de ces adhérents dans la limite du volume maximum indiqué à l'article 2.2 du CCAP.

La liste de ces adhérents est susceptible d'évoluer en cours d'exécution du marché. Les nouveaux adhérents pourront bénéficier du marché dans les limites suivantes :

- Le volume maximum de l'accord-cadre devra être respecté ;

- Les nouveaux adhérents seront des établissements de santé répondant à la qualité suivante : avoir la qualité de centre hospitalier universitaire, centre hospitalier établissement support de GHT, ou d'établissement de santé partie à un GHT, parmi ceux listés en annexe 1 du CCAP, dès lors qu'une convention de mise à disposition a été signée dans les conditions précisées dans le CCAP (Annexe 2 du CCAP « Liste des adhérents de la centrale d'achat »).

1.3 MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU MARCHÉ

1.3.1 MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE AUPRES DES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE

Les membres du groupement de commande tels qu'ils sont identifiés en annexe 1 du CCAP, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés à lancer leurs marchés subséquents auprès des titulaires retenus dès la notification de l'accord-cadre et selon le calendrier de lancement des marchés subséquents prévus en annexe 1 du CCAP (dates prévisionnelles non contractuelles).

1.3.2 MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE AUX ADHERENTS DE LA CENTRALE D'ACHAT

Les adhérents de la centrale d'achat seront bénéficiaires du présent contrat, à la condition qu'une convention de mise à disposition du marché soit conclue entre le GCS UniHA et chaque établissement qui demande le bénéfice du présent marché. Une fois cette convention de mise à disposition signée, cet établissement est alors dénommé « Bénéficiaire ».

Les bénéficiaires de la centrale d'achat sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du droit de la Commande Publique.

La convention de mise à disposition indique notamment la dénomination du présent marché et la nature des prestations qui constituent son objet.

Le titulaire du marché est informé par le GCS UniHA de la signature de cette convention et de l'identité de l'adhérent qui devient bénéficiaire des stipulations du marché par effet direct de la signature de la convention de mise à disposition.

A compter de la mise à disposition de la convention, le bénéficiaire pourra lancer son marché subséquent.

1.4 REPARTITION DES RESPONSABILITES

Les responsabilités respectives du GCS UniHA et des membres bénéficiaires se répartissent comme suit.

	GCS UniHA	Etablissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements adhérents	X	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	X	
Lancement des marchés subséquents		X
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X	
Agrément des sous-traitants		X
Appliquer les pénalités	X (pénalités reporting et e-reporting)	X (pénalités d'exécution)
Délivrance du certificat de cession de créances		X
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X
Païement des prestations objet du marché auprès du titulaire		X
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution de l'accord-cadre, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la passation et de l'exécution des marchés subséquents		X

1.5 LITIGES

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les litiges relatifs à l'accord-cadre lui-même relevant de la responsabilité du GCS UniHA relèveront du Tribunal administratif de Lyon.

Les litiges relatifs à la passation et l'exécution des marchés subséquents, et aux actes relevant de la responsabilité des établissements bénéficiaires relèveront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires.

2. OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent accord-cadre a pour objet :

La sélection de plusieurs opérateurs économiques pour la nomination d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant afin d'exercer la mission légale de commissariat aux comptes qui recouvre la certification des comptes annuels des établissements hospitaliers adhérents au GCS UniHA.

2.2 NATURE DU CONTRAT

Ce marché est un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents sans minimum et avec un volume maximum de 250 marchés subséquents, soit 250 missions sur la durée totale.

Le nombre d'attributaires de l'accord cadre est de **10**, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres.

Les marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre seront traités à prix forfaitaires conformément au cadre de réponse financière joint à l'accord-cadre, et conformément aux cadres de réponse financière joints aux marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre.

3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

3.1 POINT DE DEPART DE LA DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le point de départ de la durée de l'accord-cadre est la date de notification du marché.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG PI, la date de notification du marché est la date de dépôt de l'acte d'engagement sur le profil acheteur de UniHA.

3.2 DUREE DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est conclu pour **une durée de 4 ans** à compter de la date du point de départ fixée à l'article 3.1 du présent CCAP.

Les marchés subséquents pourront être notifiés pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

4.1 PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives du présent accord-cadre sont, les suivantes :

- **L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes listées dans l'acte d'engagement**
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes** :
 - Annexe 1 : Liste des membres du groupement de commande
 - Annexe 2 : Liste des membres de la centrale d'achat
 - Annexe 3 : Template reporting
- Le Cahier des Clauses techniques particulières
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) de 2021
- **L'offre du titulaire de la procédure de l'Accord Cadre**

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

4.2 PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les pièces constitutives des marchés subséquents sont les suivantes :

- **Les pièces constitutives de l'accord-cadre listée ci-dessus ;**
- **L'acte d'engagement (A.E.) du marché subséquent et son annexe** :
 - Annexe 1 : cadre de réponse financière.
- **Le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) propre au marché subséquent et ses annexes** :
 - Annexe 1 : Fiche d'identité de l'établissement
 - Annexes 2 et 3 : Comptes financiers de l'année N-1 et N-2 (bilan et compte de résultats)
 - Annexe 4 : Tableau prévisionnel des effectifs
 - Annexe 5 : Rapport d'activité
- **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) de 2021.**

- **L'offre technique du titulaire**
- **La déclaration d'indépendance du (des) commissaire(s) aux comptes appelé(s) à intervenir**
- **Les actes de sous-traitance et leur avenant le cas échéant**

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

5. DIVISION EN LOTS

Le marché n'est pas alloti puisqu'il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Chapitre 2 – Obligations générales administratives de chaque titulaire de l'accord-cadre

6. MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

6.1 MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Les titulaires s'engagent à informer, sans délai, le GCS UniHA de tout changement qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;

Ces changements doivent être signalés impérativement au référent administratif du GCS UniHA avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord des parties. Un avenant n'est pas nécessaire.

Les changements de coordonnées bancaires seront notifiés par le titulaire au GCS UniHA et aux établissements bénéficiaires, accompagné d'un courrier signé par une personne habilitée à engager la société.

6.2 CESSION DE MARCHE

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire à satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Le marché pourra également être cédé à toute nouvelle structure qui accueillerait, en cours d'exécution, les personnes affectées à la mission et dont la désignation a été déterminante pour l'attribution de l'accord-cadre. Cette hypothèse de cession de marché sera appréciée au cas par cas par UniHA, et ne pourra en tout état de cause entraîner aucune modification financière.

Cette disposition est également applicable aux opérateurs membres d'un groupement.

6.3 MODIFICATION DU PERSONNEL AFFECTE A LA PRESTATION

Les prestations, objet de l'accord-cadre initial, doivent être conformes aux spécifications techniques décrites au présent cahier des clauses administratives et techniques particulières.

Le titulaire s'engage à respecter le niveau d'engagement indiqué dans son offre.

Compte tenu des critères de sélection des offres, l'exécution des prestations dépend essentiellement de la ou des personnes qui s'y trouvent nommément désignées pour en assurer la conduite.

Lorsque ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire avise UniHA et l'établissement bénéficiaire afin de prendre toutes les dispositions nécessaires à assurer la bonne exécution des prestations.

Ainsi, les intervenants désignés par le titulaire pour exécuter la mission sont ceux qui ont été présentés par le titulaire dans sa proposition à l'accord-cadre. Le remplacement de ces intervenants est soumis à l'accord préalable de UniHA et de l'établissement bénéficiaire.

La défection de l'un d'entre eux peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre ou de la mission initiée au sein de l'établissement bénéficiaire, si l'intervenant n'est pas remplacé par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation.

Le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Pendant toute la durée d'exécution, le GCS UniHA et/ou l'établissement bénéficiaire se réserve(nt) le droit de demander au titulaire le remplacement des intervenants qui ne respectent pas les

engagements de l'offre retenue et/ou qui s'avèrent inadaptés à l'exécution des prestations telles que décrites dans le CCTP.

7. PILOTAGE ET SUIVI D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

7.1 DESIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR REFERENT

Les Titulaires désignent un interlocuteur principal pour l'exécution de l'accord-cadre.

Ce dernier dispose du savoir-faire, de la compétence, qualité et autorité pour assurer le pilotage de l'accord-cadre. Il sera l'interlocuteur référent pour UniHA et les établissements adhérents lors de l'expression des besoins.

Il assurera également la coordination des membres du groupement en cas de titulaire constitué en groupement.

Il dispose des pouvoirs nécessaires permettant de prendre toute décision requise par la situation.

De son côté, UniHA désignera un interlocuteur référent.

7.2 REPORTING

Chaque titulaire adressera au référent UniHA identifié en première page au présent CCAP un reporting semestriel (au plus tard le 15 du mois qui suit la fin d'un semestre) du déploiement de l'Accord-cadre comprenant à minima les informations ci-dessous :

- Le Nom de l'établissement
- Le contact établissement (nom, fonction, coordonnées mail)
- L'objet du besoin
- Le montant HT des prestations
- La date de démarrage des prestations
- La date de fin identifiée des prestations
- Le motif du refus de la proposition en cas de proposition d'intervention non acceptée
- Tout autre éventuel commentaire

Un RDV de bilan se tiendra à minima de manière semestrielle ou de manière plus fréquente sur sollicitation de l'acheteur. Un plan de d'amélioration pourra être demandé à chaque titulaire si UniHA le juge nécessaire.

Reporting pour le contrôle de gestion UniHA

De plus, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à transmettre au GCS UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates

de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1^{er} janvier au 30 Juin (Semestre1) et le **31 janvier** pour les données du 1^{er} Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit de la date de début et de la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du titulaire, le nom du titulaire
2. Numéro de marché attribué par UniHA,
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2021 - 30/06/2021: pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
4. Quantité de produits et/ou services facturée par le titulaire, en ce compris les co-traitants en cas de groupement
5. Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le format fichier sera CSV ou Excel.

Le lien pour déposer le fichier se trouve sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

Le Titulaire adressera une copie de ce fichier de reporting par mail à :

elisabeth.chollet@uniha.org

La méconnaissance par le Titulaire des stipulations prévues au présent article donnera lieu, après mise en demeure, à une pénalité de retard de 500 euros par semaine de retard. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

Cette pénalité est appliquée par UniHA.

7.3 DISPOSITIF DE CAPITALISATION

Le présent accord-cadre est mis en place dans une démarche de partenariat. Il est demandé aux titulaires d'accomplir une démarche de RETEX afin de pouvoir partager les retours d'expérience avec le GCS UniHA et la communauté de ses adhérents. Les titulaires pourront être sollicités par UniHA pour intervenir lors de conférences thématiques organisées par le GCS UniHA.

La mise en œuvre de ce dispositif ne donne lieu à aucune facturation particulière de la part du Titulaire.

8. ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, chaque titulaire de l'accord cadre doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier auprès de UniHA dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

9. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

11. SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire fournit au GCS UniHA une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

12. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR – ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES ET TITULAIRE

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire traite les données personnelles collectées auprès des agents de UniHA et de chaque adhérent pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord-cadre et l'exécution des prestations contractuelles qui lui incombent.

Chaque établissement bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les obligations qui s'imposent en application du RGPD et de la politique interne de l'établissement en conséquence de l'exécution des prestations objet du marché et le titulaire s'engage à les respecter.

Ces obligations feront l'objet le cas échéant d'un accord spécifique entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire selon la politique interne de l'établissement.

Chapitre 3 – Modalités de passation et d'exécution des marchés subséquents

13. REGLES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

13.1 DISPOSITIONS GENERALES

Dès notification du présent accord-cadre aux titulaires, les établissements visés à l'article 1.2 pourront, pour leurs propres besoins, passer pendant toute sa durée un ou, successivement, plusieurs marchés subséquents après remise en concurrence des 10 titulaires des lots (sous réserve d'une concurrence suffisante).

L'établissement adhérent est donc le pouvoir adjudicateur pour la passation des marchés subséquents.

Les titulaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence à chaque marché subséquent.

Le classement des offres obtenu au stade de l'accord-cadre ne préjuge pas du classement obtenu à l'occasion de chaque marché subséquent sur la base des critères de chaque marché subséquent définis ci-après.

13.2 ELABORATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DU MARCHÉ SUBSEQUENT

13.2.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET NATURE DES INFORMATIONS

Un dossier de consultation du marché subséquent sera adressé aux titulaires de l'accord-cadre par chaque établissement bénéficiaire sous forme dématérialisée.

Ce dossier de consultation comprendra a minima :

- Une lettre de consultation précisant notamment les modalités de remise des offres et les critères d'analyse des offres ;
- Une fiche d'expression du besoin comprenant les données suivantes, non exhaustives :
 - La présentation de l'établissement (avec le budget annuel et les effectifs : personnel médical et personnel non médical) ;
 - Les comptes financiers de l'année N-1 et N-2 (bilan et compte de résultats) ;
 - Eventuellement le rapport de la dernière certification des comptes ;
 - Les enjeux particuliers de l'établissement.
 - La prestation de rapport d'EIP le cas échéant

Les établissements adhérents s'engagent à fournir, au stade du marché subséquent, toutes les données de structure des établissements adhérents nécessaires à la remise d'une offre circonstanciée.

13.2.2 RESPECT DES TERMES DE L'ACCORD-CADRE

Les établissements bénéficiaires ne pourront pas apporter des modifications substantielles à l'Accord-Cadre.

Le marché subséquent ne peut avoir pour objet de renégocier les termes de l'accord-cadre ou de l'offre remise au stade de l'accord-cadre, mais uniquement de préciser les contraintes de l'établissement permettant aux titulaires de l'accord-cadre d'ajuster leurs offres retenues au stade de l'accord-cadre à ces seules contraintes.

Le périmètre des prestations arrêté au stade de l'accord-cadre ne pourra notamment pas être modifié.

Ne pourront notamment pas être modifiées les clauses relatives aux prix plafonds.

Les spécifications techniques de l'accord-cadre ne pourront davantage être modifiées.

13.3 REMISE DES OFFRES

13.3.1 MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Dans un délai fixé par chaque établissement adhérent et qui ne pourra être inférieur à 20 jours à compter de l'envoi du dossier de consultation, les titulaires s'engagent à remettre leur offre selon les exigences fixées par l'établissement bénéficiaire.

L'offre comprendra a minima :

- Une note méthodologique d'exécution des prestations ;
- Le personnel affecté à la mission ;
- L'offre financière.

13.3.2 PRINCIPES GENERAUX DE REMISE DES OFFRES

Les Titulaires du présent accord-cadre s'engagent à répondre aux consultations auxquelles procèdent les établissements adhérents en vue de la conclusion de leur marché subséquent, en fonction de leur capacité à honorer la mission conformément au CCTP de l'accord-cadre, au cahier des charges du marché subséquent, ou au respect de règles déontologiques (situation d'auto-révision – cf. Article 4 du CCTP).

Les titulaires de l'accord-cadre sont dispensés de remettre une offre s'ils démontrent être titulaires simultanément de plusieurs marchés subséquents de l'accord-cadre.

La déclaration d'indépendance du commissaire aux comptes appelé à intervenir pour chaque établissement bénéficiaire doit impérativement être remise dans l'offre du candidat lors de la passation du marché subséquent, sous peine de voir son offre refusée pour offre irrégulière.

Ils s'engagent à présenter une offre conforme à celle proposée au stade de l'accord-cadre tant sur un plan technique, qualitatif que financier.

Ils sont uniquement autorisés à optimiser leur offre remise au stade de l'accord-cadre. Ils ne pourront pas la dégrader. Chaque titulaire ne dépassera pas, notamment, les prix figurant dans son offre remise dans l'accord-cadre.

Toute proposition de prix supérieure aux prix figurant dans le bordereau de prix de l'accord cadre entrainera l'irrégularité de l'offre.

13.4 CRITERES DES MARCHES SUBSEQUENTS

L'établissement adhérent choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution définis ci-après.

Les critères de sélection au stade des marchés subséquents ne peuvent avoir pour objet de remettre en cause l'analyse des offres retenues au stade de l'accord-cadre.

La pondération définitive sera déterminée par l'établissement adhérent ou bénéficiaire lors de chaque mise en concurrence.

Toutefois, l'établissement adhérent devra obligatoirement respecter les fourchettes proposées ci-dessous.

Les critères d'attribution sont les suivants :

	Fourchette de Pondération
Critère 1 : Critère technique	60 à 70%
Sous-critère 1 : Pertinence de la démarche proposée - Adaptation de la méthodologie et des contrôles au contexte de l'établissement Le sous-critère pourra être apprécié notamment au regard des éléments d'appréciation suivants non limitatifs : <ul style="list-style-type: none"> • De la rédaction d'une note qui présentera la compréhension par les candidats du contexte de l'établissement et du secteur hospitalier plus généralement, au regard des éléments fournis dans le cahier des charges du marché subséquent ; • De la pertinence du calendrier proposé ; 	30 à 40%
Sous-critère 2 : Pertinence de l'équipe dédiée Le sous-critère pourra être apprécié notamment au regard des éléments d'appréciation suivants non limitatifs : <ul style="list-style-type: none"> • de la composition de l'équipe et présence d'experts (DIM, SI) • de la proportion auditeurs Seniors et Juniors • de la formation des auditeurs • de l'expérience professionnelle pour des prestations similaires et notamment dans le secteur public. 	30 à 40%
Critère 2: Critère Prix	30 à 40%
Prix du forfait proposé	

13.5 NOTIFICATION DU MARCHE SUBSEQUENT

Chaque établissement bénéficiaire a la responsabilité de la notification des lettres de rejet et de l'acte d'engagement du marché subséquent.

14. REGLES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

14.1 DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents peuvent être conclus dès la notification de l'accord cadre. Les marchés subséquents ne pourront être notifiés que pendant la durée de validité de l'accord cadre.

Les marchés subséquents seront conclus pour une durée de 6 exercices comptables à compter de la notification du marché subséquent au titulaire.

La durée de 6 ans est fixée selon l'article L.821-44 du code de commerce imposant la durée d'un commissaire aux comptes pour 6 ans.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés conformément aux stipulations des pièces du marché.

14.2 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents prendront la forme de marché ordinaire à prix forfaitaire, pouvant être complétés à la marge par des prix journée indiqués au BPU.

14.3 RESILIATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

14.3.1 MOTIFS DE RESILIATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Chaque établissement bénéficiaire peut mettre fin à l'exécution du marché subséquent à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas de manquements contractuels graves ou répétés.

La résiliation du marché subséquent, pour quelle que raison que ce soit, n'entraîne pas la résiliation des autres marchés subséquents en cours d'exécution.

En cas de résiliation pour faute, au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution d'un mois, doit avoir été notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'établissement adhérent informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Toute résiliation pour faute du titulaire doit préalablement être expliquée, motivée et justifiée par l'établissement adhérent auprès la Haute Autorité de l'Audit (H2A) qui fait autorité en la matière.

14.3.2 INDEMNITE DE RESILIATION

La résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité de résiliation.

14.3.3 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Toute résiliation pour liquidation judiciaire doit être communiquée par l'établissement adhérent auprès la Haute Autorité de l'Audit (H2A) qui fait autorité en la matière.

Chapitre 4 - Prix et règlements

15. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

15.1 FORME DES PRIX

➤ Les prix de l'accord cadre :

Les prix de l'accord cadre sont des prix forfaitaires conformément au cadre de réponse financière joint à l'accord-cadre.

Ce sont des prix plafond qui ne peuvent être dépassés au stade des marchés subséquents.

➤ Les prix au niveau du marché subséquent :

Les marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre seront traités à prix forfaitaires conformément au cadre de réponse financière joint à l'accord-cadre, et conformément aux cadres de réponse financière joints aux marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre.

Les prix du marché subséquent sont ceux indiqués dans l'offre remise au stade du marché subséquent. Ils correspondent :

- Au forfait pour la prestation de certification des comptes
- Au forfait pour le rapport EIP pour les établissements éligibles
- Au prix des journées complémentaires de prestations pour les SACC ou les prestations supplémentaires sollicitées non comprises dans le forfait de la mission initiale

Les prix des marchés subséquents ne pourront en aucun cas être supérieurs aux prix de renseignements dans l'offre de l'accord-cadre.

En revanche les titulaires pourront proposer des prix inférieurs, tenant compte de la description du besoin et du contexte dont ils auront connaissance pour l'élaboration de leur offre lors de la remise en concurrence au niveau du marché subséquent.

Les prix de l'accord-cadre pris en compte sont les prix de l'accord-cadre applicables à la date de l'envoi de la lettre de consultation du marché subséquent.

La modification des prix à la baisse ne nécessitera pas d'être formalisée par voie d'avenant.

Les prix sont révisables.

15.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, les frais de déplacement et séjours ainsi que les dépenses relatives à la rémunération des personnels que le titulaire estimera nécessaire d'employer pour respecter les délais.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

15.3 REVISION DES PRIX

15.3.1 REVISION DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

15.3.1.1 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA REVISION

Les prix plafond de l'accord-cadre seront révisibles annuellement à chaque 1^{er} Janvier à la hausse comme à la baisse à compter du 1^{er} janvier 2026, par application de la formule précisée ci-après à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Les révisions auront lieu par la suite les 1^{er} Janvier de chaque année.

A cet effet, chaque titulaire transmettra le 1^{er} décembre au plus tard, un nouveau BPU prenant en compte la formule de révision, par envoi d'un mail au référent du marché visé en première page du présent CCAP.

Les titulaires s'engagent à joindre la preuve des valeurs des indices.

Dans l'hypothèse où le titulaire fournit son nouveau BPU après le 1^{er} décembre, les prix en vigueur pourront ne pas être révisés jusqu'à la révision suivante.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur.

La notification du BPU au titulaire par voie électronique (échange de mails) vaut accord du pouvoir adjudicateur.

En regard de la charge administrative engendrée par les modifications tarifaires pour les différentes parties, il est convenu du maintien des tarifs pour toute révision tarifaire entraînant une hausse ou une baisse des prix unitaires HT inférieure à 1%.

15.3.1.2 FORMULE DE REVISION

La révision s'effectuera par application de la formule suivante :

$$P = P_i \times [0,25 + 0,75 (SYNf / SYNi)]$$

Avec :

- Pi : Prix initial du contrat pour la première révision, puis le dernier prix à compter de la 2ème révision
- P : Nouveau prix révisé
- SYNf : Valeur de l'indice de référence au mois de la DLRO pour la première révision, puis la valeur de l'indice prise en compte lors de la dernière révision.
- SYNi : Valeur de l'indice publié à la date de la demande de révision (soit 2 mois avant la date anniversaire du marché).

Indice en vigueur pour la formule de révision :

Indice SYNTEC révisé

Les prix ainsi révisés s'appliquent jusqu'à la révision suivante.

La valeur de l'indice publié prise en compte sera la dernière valeur publiée qu'elle soit provisoire ou définitive.

Si les indices choisis cessaient d'être publiés, ils seraient remplacés de plein droit par ceux qui leur seraient substitués administrativement, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet par les pouvoirs publics. A défaut de fixation administrative d'un indice de remplacement, un nouvel indice serait déterminé par les parties par voie d'avenant.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur.

15.3.2 REVISION DES PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS

15.3.2.1 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA REVISION

Les prix de chaque marché subséquent seront révisables annuellement à la hausse comme à la baisse à compter du 1^{er} janvier qui suit la date de notification du marché subséquent - la date de notification du marché subséquent faisant foi au sens de l'article 3.1.2 du CCAG FCS - par application de la formule précisée ci-après à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

A cet effet, le titulaire transmettra le 1^{er} décembre au plus tard, un nouveau BPU prenant en compte la formule de révision, par envoi d'un mail au référent du marché subséquent visé dans le marché subséquent.

Le titulaire s'engage à joindre la preuve des valeurs des indices.

Dans l'hypothèse où le titulaire fournit son nouveau BPU après le 1^{er} décembre, les prix en vigueur pourront ne pas être révisés jusqu'à la révision suivante.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès de l'établissement bénéficiaire.

La notification du BPU au titulaire par voie électronique (échange de mails) vaut accord de l'établissement bénéficiaire.

En regard de la charge administrative engendrée par les modifications tarifaires pour les différentes parties, il est convenu du maintien des tarifs pour toute révision tarifaire entraînant une hausse ou une baisse des prix unitaires HT inférieure à 1%.

15.3.2.2 FORMULE DE REVISION

La révision s'effectuera par application de la formule suivante :

$$P = P_i \times [0,25 + 0,75 (SYN_f / SYN_i)]$$

Avec :

- P_i : Prix initial du contrat pour la première révision, puis le dernier prix à compter de la 2ème révision
- P : Nouveau prix révisé
- SYN_f : Valeur de l'indice de référence au mois de la DLRO pour la première révision, puis la valeur de l'indice prise en compte lors de la dernière révision.
- SYN_i : Valeur de l'indice publié à la date de la demande de révision (soit 2 mois avant la date anniversaire du marché).

Indice en vigueur pour la formule de révision :

Indice SYNTEC révisé

Les prix ainsi révisés s'appliquent jusqu'à la révision suivante.

La valeur de l'indice publié prise en compte sera la dernière valeur publiée qu'elle soit provisoire ou définitive.

Si les indices choisis cessaient d'être publiés, ils seraient remplacés de plein droit par ceux qui leur seraient substitués administrativement, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet par les pouvoirs publics. A défaut de fixation administrative d'un indice de remplacement, un nouvel indice serait déterminé par les parties par voie d'avenant.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur.

16. PAIEMENT DES PRESTATIONS

16.1 ACOMPTES

Lorsque la durée d'exécution de la mission est supérieure à 3 mois, le titulaire pourra percevoir des acomptes dont le montant est proportionnel à l'exécution des prestations réalisées.

16.2 MODALITES DE FACTURATION


Les factures et autres demandes de paiement sont adressées directement à chaque établissement bénéficiaire.

Les commandes seront facturées, après l'admission des prestations, par application aux quantités réellement réalisées, des prix unitaires HT fixes ainsi déterminés.

- Le nom, le n° Siret et l'adresse du créancier
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- Le numéro du marché
- La prestation exécutée
- Les quantités exécutées
- Le prix net hors taxe de chaque prestation
- Le prix des prestations accessoires, le cas échéant
- Le montant total HT
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total des prestations exécutées
- La date de facturation


Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'exécution de la prestation. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

1/ Facture électronique :

-  Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

-  La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon

des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges. Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement bénéficiaire.

Il est établi une facture mensuelle reprenant les prestations réalisées.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque établissement bénéficiaire, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation spécifique pour les prestations complémentaires).

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

16.3 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des prestations, à compter de la date d'admission.

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

Le paiement du contrat s'effectue grâce aux crédits inscrit à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de chaque établissement bénéficiaire.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

Chapitre 5 – Résiliation de l'accord-cadre

17. MOTIFS DE RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas de manquements contractuels graves ou répétés.

Toute résiliation doit préalablement être expliquée, motivée et justifiée par le GCS UniHA auprès la Haute Autorité de l'Audit (H2A) qui fait autorité en la matière.

La résiliation de l'accord-cadre pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution.

18. INDEMNITE DE RESILIATION

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de résiliation en cas de résiliation de l'accord-cadre.

19. RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Chapitre 6 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles de 2021 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2	Définition du pouvoir adjudicateur
3.1.2	Date de notification de l'accord-cadre
14.1	Pénalités pour retard
14.1.1	Absence mise en demeure pour les pénalités de retard
42	La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnisation